

**Avis rendu le 19 mars 2022**

**Titres - Principes : 3 ; 4 ; 5 – Articles : 5 ; 13 ; 15 ; 18 ; 22**

*Le code de déontologie des psychologues concerne les personnes habilitées à porter le titre de psychologue conformément à la loi n°85-772 du 25 juillet 1985 (JO du 26 juillet 1985). Le code de déontologie des psychologues de 1996 a été actualisé en septembre 2021 et c'est sur la base de celui-ci que la Commission rend désormais ses avis.*

## RÉSUMÉ DE LA DEMANDE

Dans le cadre d'un contentieux au Tribunal des Prudhommes, la demandeuse est opposée à son ex-employée qui a produit, dans ce contexte, un écrit d'une psychologue attestant d'un suivi « dans le cadre d'une consultation spécialisée » sur orientation du médecin du travail. La demandeuse en tant qu'employeur, interroge la Commission sur « l'inadéquation » de ce document avec les « obligations déontologiques » de la psychologue. L'employeur interroge le fait que cet écrit soit rédigé « en des termes laissant à penser qu'elle a été le témoin direct des faits rapportés ». Elle conteste aussi qu'une « qualification juridique » soit présente dans certains termes employés tels les mots « droits acquis » alors qu'une psychologue « n'est pas en capacité de juger la nature juridique des faits ».

## Document joint :

- Copie d'un écrit d'une psychologue avec le tampon d'un avocat.

## AVIS

*AVERTISSEMENT : La CNCDP, instance consultative, rend ses avis à partir des informations portées à sa connaissance par le demandeur, et au vu de la situation qu'il décrit. La CNCDP n'a pas qualité pour vérifier, enquêter, interroger. Ses avis ne sont ni des arbitrages ni des jugements : ils visent à éclairer les pratiques en regard du cadre déontologique que les psychologues se sont donné. Les avis sont rendus par l'ensemble de la commission après étude approfondie du dossier par deux rapporteurs et débat en séance plénière.*

La Commission se propose de traiter du point suivant :

Les écrits du psychologue dans le cadre d'une procédure prudhommale.

## **Les écrits du psychologue dans le cadre d'une procédure prudhommale.**

La complexité des circonstances particulières des conflits au travail ne peut qu'inciter le psychologue à une grande prudence, mesure et impartialité comme l'indique le Principe 4 :

### **Principe 4 : Compétence**

*« La·le psychologue tient sa compétence :*

- de connaissances théoriques et méthodologiques acquises dans les conditions définies par l'article 44 de la loi du 25 juillet 1985 modifiée, relative à l'usage professionnel du titre de psychologue ;*
- de l'actualisation régulière de ses connaissances ;*
- de sa formation à discerner son implication personnelle dans l'approche et la compréhension d'autrui.*

*Chaque psychologue est garant de ses qualifications particulières. Elle·il définit ses limites propres compte tenu de sa formation et de son expérience. Il est de sa responsabilité déontologique de refuser toute intervention lorsqu'elle·il sait ne pas avoir les compétences requises. Quels que soient le contexte de son intervention et les éventuelles pressions subies, elle·il agit avec prudence, mesure, discernement et impartialité. »*

Par ailleurs, dans le cadre de sa pratique, le psychologue peut être amené à rédiger des documents de diverses natures, de sa propre initiative ou à la demande d'un tiers. Chaque écrit qu'il produit relève d'un acte professionnel qui engage sa responsabilité comme le précise le Principe 5 :

### **Principe 5 : Responsabilité et autonomie professionnelle**

*« Dans le cadre de sa compétence professionnelle et de la nature de ses fonctions, la·le psychologue est responsable, en toute autonomie, du choix et de l'application de ses modes d'intervention, des méthodes ou techniques qu'elle·il conçoit et met en œuvre, ainsi que des avis qu'elle·il formule.*

*Elle·il défend la nécessité de cette autonomie professionnelle inhérente à l'exercice de sa profession notamment auprès des usagers, employeurs ou donneurs d'ordre. Au préalable et jusqu'au terme de la réalisation de ses missions, elle·il est attentif·ve à l'adéquation entre celles-ci et ses compétences professionnelles. Elle·il peut exercer différentes missions et fonctions. Il est de sa responsabilité de les distinguer et de faire distinguer leur cadre respectif. »*

L'écrit transmis à la Commission, contient la plupart des éléments recommandés par l'Article 18 :

**Article 18 :** « Les documents émanant d'un·e psychologue sont datés, portent son identité, son titre, son numéro d'inscription sur les registres légaux en vigueur, ses coordonnées professionnelles, sa signature ainsi que la·le destinataire et l'objet de son écrit. Seul la·le psychologue auteur·e de ces documents est habilité·e à les signer, les modifier, ou les annuler. Elle·il fait respecter la confidentialité de son courrier postal ou électronique. »

Ce document n'indique pas d'objet mais est défini comme une « attestation ». Il y figure la mention « remis à ... pour valoir ce que de droit » indiquant que l'écrit peut être remis à un tiers et vaut comme mention de destinataire.

Cette « attestation » s'apparente à une expertise destinée à établir l'existence d'un lien entre l'état actuel de la personne suivie par la psychologue et ce qui serait survenu dans son contexte professionnel.

La rédaction au présent narratif de ce document apporte une dimension factuelle et donne des informations très précises sur, d'une part le contexte de travail et d'autre part la symptomatologie présentée par la patiente avant et pendant la prise en charge. Cependant, le lien de causalité qui est suggéré puis clairement énoncé entre la dégradation de l'état psychologique de la salariée et les évolutions du contexte de travail pourrait être amené avec davantage de mesure. Cela aurait gagné en clarté en indiquant que toutes les informations dont la psychologue fait état ne reposaient que sur les dires de la patiente. La professionnelle aurait ainsi pu s'adosser à l'Article 13 qui enjoint de faire preuve de plus de réserve quand il s'agit de situations sur lesquelles on ne peut porter qu'un avis :

**Article 13 :** « L'évaluation relative aux personnes ne peut se réaliser que si la·le psychologue les a elle·lui-même rencontrées. La·le psychologue peut s'autoriser à donner un avis prudent et circonstancié dans certaines situations, sans que celui-ci ait valeur d'évaluation. »

Quelle que soit la cohérence possible des symptômes présentés par la personne avec les faits qui sont supposés en être à l'origine, la Commission rappelle la prudence nécessaire que recommande le Principe 4 précité, et sur laquelle le Principe 3 et l'article 15 insistent, notamment pour les conclusions transmises à un tiers :

### **Principe 3 : Intégrité et probité**

« En toutes circonstances, la·le psychologue respecte les principes éthiques, les valeurs d'intégrité et de probité inhérents à l'exercice de sa profession. Elle·il a pour obligation de ne pas exploiter une relation professionnelle à des fins personnelles, religieuses, sectaires, politiques, ou en vue de tout autre intérêt idéologique. Elle·il prend en considération les utilisations qui pourraient être faites de ses interventions et de ses écrits par des tiers. »

**Article 15 :** « La·le psychologue présente ses conclusions de façon claire et adaptée à la personne concernée. Celles-ci répondent avec prudence et discernement à la demande ou à la question posée. Lorsque ces conclusions sont transmises à un tiers, elles ne comportent les éléments d'ordre psychologique qui les fondent que si nécessaire. L'assentiment de la personne concernée ou son information préalable est requis. »

À la différence des affirmations sur les effets « délétères » du contexte de travail sur la salariée, les hypothèses émises par la psychologue à la fin du document sur le travail possible de réhabilitation de sa patiente respectent pleinement l'Article 22 :

**Article 22 :** « La·le psychologue est averti·e du caractère relatif de ses évaluations et interprétations et elle·il prend en compte les processus évolutifs de la personne. Elle·il émet des conclusions contextualisées et non réductrices concernant les ressources psychologiques et psychosociales des individus ou des groupes. »

Ici, la psychologue a estimé que son engagement dans une mission de soutien psychothérapique au long cours était compatible avec une mission d'évaluation des effets du contexte de travail sur sa patiente. La Commission rappelle l'utilité de s'appuyer sur l'article 5 du Code pour orienter un patient ou faire appel à d'autres professionnels si nécessaire.

**Article 5 :** « En toutes circonstances, la·le psychologue fait preuve de mesure, de discernement et d'impartialité. La·le psychologue accepte les missions qu'elle·il estime compatibles avec ses fonctions et ses compétences dans le respect du présent Code. Si elle·il l'estime utile, elle·il peut orienter les personnes ou faire appel à d'autres professionnels.»

Pour la CNCDP,  
Le Président,  
Antony CHAUFTON

La CNCDP a été installée le 21 juin 1997 par les organisations professionnelles et syndicales de psychologues. Ses membres, parrainés par les associations de psychologues, siègent à titre individuel, ils travaillent bénévolement en toute indépendance et sont soumis à un devoir de réserve. La CNCDP siège à huis clos et respecte des règles strictes de confidentialité. Les avis rendus anonymes sont publiés sur les sites des organisations professionnelles avec l'accord du demandeur.

Toute utilisation des avis de la CNCDP par les demandeurs se fait sous leur entière responsabilité.

CNCDP, Avis N° 21 - 37

Avis rendu le : 19 mars 2022

Principes, Titres et articles du code cités dans l'avis :

Principes : 3 ; 4 ; 5 - Articles : 5 ; 13 ; 15 ; 18 ; 22

Indexation du résumé :

Type de demandeur : Particulier TA Tiers

Contexte de la demande : Procédure judiciaire entre psychologue et patient/tiers/professionnel non psy

Objet de la demande d'avis : Ecrit d'un psychologue TA Attestation

Indexation du contenu de l'avis :

Ecrit psychologique TA Identification des écrits professionnels

Autonomie professionnelle

Discernement

Impartialité (prudence, mesure, discernement)

Secret professionnel